



BOLETIM OFICIAL

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto nº 11/2005:

Aprova a Adesão de Cabo Verde ao Acordo para a Promoção do cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão pelos navios de pesca no alto mar.

CHEFIA DO GOVERNO:

Despacho nº 22/2005:

Galardoando com o primeiro e segundo grau da Medalha de Mérito, na categoria de mérito desportivo, a Selecção Nacional de Futebol, a sua equipa técnica e o Presidente da Federação Cabo-Verdiana de Futebol.

MINISTÉRIO DO AMBIENTE, AGRICULTURA E PESCAS E MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E PLANEAMENTO:

Portaria nº 56/2005:

Aprova a nova tabela de emolumentos e taxas a cobrar na emissão de licenças de pesca a embarcações de pesca industrial e artesanal.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E VALORIZAÇÃO DOS RECURSOS HUMANOS:

Portaria nº 57/2005:

Criação do Instituto Superior de Engenharia e Ciências do mar um curso de formação de Professores para o Ensino Técnico.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n° 11/2005

de 3 de Outubro

Ante o imperativo de se cumprir todos os procedimentos constitucionais respeitantes à entrada em vigor na ordem jurídica interna do Acordo para a promoção do cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão pelos navios de pesca no alto mar;

Considerando, igualmente a necessidade de se cumprir as regras de Direito Internacional no domínio dos Tratados, Acordos ou Convenções Internacionais;

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n° 2 do Artigo 203° da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1°

Aprovação

É aprovada a adesão de Cabo Verde ao Acordo para a promoção do cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão pelos navios de pesca no alto mar, cujos textos em francês e a respectiva tradução em português fazem parte integrante do presente diploma.

Artigo 2°

Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Acordo referido no artigo 1° produz efeitos de conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

José Maria Pereira Neves - Vítor Manuel Barbosa
Borges - Maria Madalena de Brito Neves

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, José Maria Pereira Neves.

Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêches en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion

Preamble

Les Parties au présent accord,

Reconnaissant que tous les Etats ont droit à ce que leurs ressortissants pêchent en haute mer, sous réserve des règles pertinentes du droit international telles que reflétées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer;

Reconnaissant en outre que, en vertu du droit international tel que reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tous les Etats ont l'obligation de prendre, à l'égard de leurs ressortissants, les mesures qui peuvent être nécessaires pour assurer la conservation

des ressources biologiques de la haute mer, ou de coopérer avec d'autres Etats à la prise de telles mesures;

Prenant note du droit et de l'intérêt qu'ont tous les Etats de développer leurs activités de pêche suivant leur politique nationale, et de la nécessité de promouvoir la coopération avec les pays en développement en vue de les mettre en mesure de mieux remplir les obligations résultant du présent accord;

Rappelant que le Programme "Action 21", adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, demande aux Etats de prendre des mesures compatibles avec le droit international pour dissuader efficacement leurs ressortissants de changer de pavillon pour se soustraire aux règles de conservation et de gestion applicables à la pêche en haute mer;

Rappelant en outre que la Déclaration de Cancún, adoptée par la Conférence internationale sur la pêche responsable, demande également aux Etats d'adopter des mesures à cet égard;

Ayant à l'esprit qu'aux termes d'Action 21 les Etats s'engagent à conserver et à utiliser de manière durable les ressources biologiques marines de la haute mer;

Invitant les Etats qui ne font pas partie d'organisations ou d'arrangements mondiaux, régionaux ou sous-régionaux concernant la pêche à adhérer ou, selon le cas, à conclure des ententes avec ces organisations ou avec les parties à ces organisations et arrangements afin de favoriser l'application des mesures internationales de conservation et de gestion;

Conscientes que chaque Etat a le devoir d'exercer efficacement sa juridiction et son contrôle sur les navires battant son pavillon, y compris les navires de pêche et les navires participant au transbordement du poisson;

Considérant que l'attribution ou le changement de pavillon des navires de pêche utilisé comme moyen de se soustraire au respect des mesures internationales de conservation et de gestion des ressources biologiques marines, et l'échec des Etats du pavillon à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne les navires de pêche autorisés à battre leur pavillon, comptent parmi les facteurs qui compromettent gravement l'efficacité de ces mesures;

Réalisant que l'objectif du présent accord peut être atteint en précisant la responsabilité des Etats du pavillon en ce qui concerne les navires de pêche autorisés à battre leur pavillon et opérant en haute mer, y compris l'autorisation de ces opérations par l'Etat du pavillon, ainsi qu'en renforçant la coopération internationale et la transparence par l'échange d'informations sur la pêche en haute mer;

Notant que le présent accord fera partie intégrante du Code international de conduite pour une pêche responsable invoqué dans la Déclaration de Cancún;

Désirant conclure un accord international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après appelée la FAO, au titre de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO;

Convienient de ce qui suit:

Article I

Definitions

Aux fins du présent accord:

(a) par "navire de pêche" on entend tout navire utilisé à des fins d'exploitation commerciale des ressources biologiques marines ou destiné à être ainsi utilisé; cela comprend les bateaux-mères ainsi que tout autre navire directement engagé dans de telles opérations de pêche;

(b) par "mesures internationales de conservation et de gestion" on entend les mesures visant à conserver ou à gérer une ou plusieurs espèces de ressources biologiques marines, qui sont adoptées et appliquées conformément aux règles pertinentes du droit international telles que reflétées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. Ces mesures peuvent être adoptées soit par des organisations mondiales, régionales ou sous-régionales s'occupant des pêches, sous réserve des droits et obligations de leurs membres, soit par accord international;

(c) par "longueur" on entend

(i) pour tout navire de pêche construit après le 18 juillet 1982, la longueur égale à 96 pour cent de la longueur totale à la flottaison située à une distance du dessus de quille égale à 85 pour cent du creux minimal sur quille, ou à la distance du dessus de quille entre la face avant de l'étrave et l'axe de la mèche du gouvernail à cette flottaison si cette valeur est supérieure. Dans le cas des navires conçus pour naviguer avec une quille inclinée, la flottaison à laquelle la longueur est mesurée doit être parallèle à la flottaison en charge prévue;

(ii) pour tout navire de pêche construit avant le 18 juillet 1982, la longueur enregistrée telle qu'inscrite dans le registre national ou dans un autre fichier des navires;

(d) par "fichier des navires de pêche" on entend un fichier dans lequel sont consignés les détails pertinents concernant le navire de pêche. Il peut soit constituer un fichier séparé pour les navires de pêche, soit faire partie d'un fichier général de tous les navires;

(e) par "organisation d'intégration économique régionale" on entend une organisation d'intégration économique régionale à laquelle ses Etats Membres ont transféré des

compétences sur les questions couvertes par le présent accord, y compris le pouvoir de prendre des décisions sur ces questions qui *engagent ses Etats Membres*;

(f) "navires autorisés à battre pavillon" ou "navires autorisés à battre le pavillon d'un Etat" englobe les navires autorisés à battre le pavillon d'un Etat Membre d'une organisation d'intégration économique régionale.

Article II

Application

1. Sous réserve des paragraphes suivants du présent article, le présent accord s'applique à tous les navires de pêche qui sont utilisés ou destinés à être utilisés pour la pêche en haute mer.

2. Une Partie peut exempter de l'application du présent accord les navires de pêche autorisés à battre son pavillon d'une longueur inférieure à 24 mètres, à moins qu'elle ne détermine qu'une telle exemption compromettrait le but et l'objet du présent accord, et pour autant qu'une telle exemption:

(a) ne soit pas accordée à des navires de pêche, opérant dans les régions de pêche visées au paragraphe 3 ci-dessous, autres que ceux qui sont autorisés à battre pavillon d'un Etat côtier de cette région de pêche; et

(b) ne s'applique pas aux obligations auxquelles une Partie s'est soumise en vertu des dispositions de l'article III, paragraphe 1 ou de l'article VI, paragraphe 7 du présent accord.

3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, dans toute région de pêche dans laquelle des zones économiques exclusives ou d'autres zones équivalentes de juridiction nationale sur les pêches n'ont pas encore été déclarées par les Etats côtiers limitrophes, les Etats côtiers parties au présent accord, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation régionale des pêches appropriée, peuvent s'accorder pour établir une longueur minimale pour les navires de pêche en dessous de laquelle le présent accord ne s'applique pas aux navires de pêche battant pavillon d'un des Etats côtiers et opérant exclusivement dans cette région.

Article III

Responsabilité de l'état du pavillon

1.

(a) Chaque Partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour s'assurer que les navires de pêche autorisés à battre son pavillon n'exercent aucune activité susceptible de compromettre l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion.

(b) Au cas où une Partie a, conformément à l'article II, paragraphe 2, exempté de l'application

d'autres dispositions du présent accord les navires de pêche autorisés à battre son pavillon d'une longueur inférieure à 24 mètres, ladite Partie prend néanmoins des mesures efficaces à l'égard de tout navire de pêche de ce genre dont l'activité compromet l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion. Ces mesures doivent garantir que le navire de pêche cesse d'exercer une activité qui compromet l'efficacité des mesures internationales de conservation et de gestion.

2. En particulier, aucune Partie ne permet à un navire de pêche autorisé à battre son pavillon d'être utilisé pour la pêche en haute mer à moins qu'il n'ait été autorisé à être ainsi utilisé par la (ou les) autorité(s) compétente(s) de ladite Partie. Un navire de pêche ainsi autorisé doit pêcher en se conformant aux conditions de l'autorisation.

3. Aucune Partie ne permet à un navire de pêche autorisé à battre son pavillon d'être utilisé pour la pêche en haute mer à moins d'être convaincue, compte tenu des liens existant entre elle-même et le navire de pêche concerné, qu'elle est en mesure d'exercer effectivement ses responsabilités envers ce navire de pêche en vertu du présent accord.

4. Lorsqu'un navire de pêche qui a été autorisé par une Partie contractante à être utilisé pour la pêche en haute mer cesse d'être autorisé à battre pavillon de ladite Partie, l'autorisation de pêcher en haute mer est réputée avoir été retirée.

5.

(a) Aucune Partie n'autorise l'utilisation pour la pêche en haute mer d'un navire de pêche antérieurement immatriculé dans le territoire d'une autre Partie qui a compromis l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion, à moins qu'elle ne soit convaincue que:

(i) toute période de suspension par une autre Partie d'une autorisation à être utilisé pour la pêche en haute mer pour ce navire de pêche est venue à expiration; et

(ii) aucune autorisation de pêche en haute mer pour ce navire de pêche n'a été retirée par une autre Partie dans les trois dernières années.

(b) Les dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus s'appliquent aussi aux navires de pêche précédemment immatriculés dans le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie au présent accord, pour autant que la Partie intéressée dispose d'informations suffisantes sur les circonstances dans lesquelles l'autorisation de pêche a été suspendue ou retirée.

(c) Les dispositions des alinéas (a) et (b) ne s'appliquent pas lorsque la propriété du navire de pêche a changé depuis et que le nouveau propriétaire a

fourni des preuves suffisantes quant au fait que le propriétaire ou l'exploitant précédent ne possède plus aucun intérêt juridique, financier ou autre dans ce navire de pêche, et n'exerce plus aucune autorité à son égard.

(d) Nonobstant les dispositions des alinéas (a) et (b) ci-dessus, une Partie peut autoriser un navire de pêche auquel ces alinéas s'appliqueraient normalement à être utilisé pour la pêche en haute mer lorsque la Partie concernée, ayant pris en compte tous les faits pertinents, y compris les circonstances dans lesquelles l'autorisation de pêche a été retirée par l'autre Partie ou Etat, détermine que l'octroi d'une autorisation visant l'utilisation du navire pour la pêche en haute mer ne saurait compromettre ni le but ni l'objet du présent accord.

6. Chaque Partie s'assure que tous les navires de pêche qu'elle a inscrits au fichier tenu en vertu de l'article IV sont marqués de telle manière qu'ils puissent être aisément identifiés conformément aux normes généralement acceptées, telles que les Spécifications types du marquage et de l'identification des bateaux de pêche établies par la FAO.

7. Chaque Partie s'assure que tout navire de pêche autorisé à battre son pavillon lui fournit, concernant ses opérations, toutes informations qui peuvent être nécessaires pour permettre à la Partie de remplir les obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, notamment l'information qui concerne la zone de ses opérations de pêche et celle relative à ses captures et débarquements.

8. Chaque Partie prend des mesures d'exécution à l'encontre des navires autorisés à battre son pavillon qui contreviendraient aux dispositions du présent accord, y compris, s'il y a lieu, des mesures visant à assurer que de telles contraventions constituent une infraction au regard de la législation nationale. Les sanctions applicables en cas de telles contraventions doivent être d'une gravité suffisante pour garantir efficacement le respect des dispositions du présent accord et priver les contrevenants des bénéfices de leurs activités illégales. Ces sanctions comprennent, pour des infractions graves, le refus, la suspension ou le retrait de l'autorisation de pêcher en haute mer.

Article IV

Fichiers de navires de pêche

Chaque Partie doit, aux fins du présent accord, tenir un fichier des navires de pêche autorisés à battre son pavillon et autorisés à être utilisés pour la pêche en haute mer et prendre toutes les mesures éventuellement nécessaires pour s'assurer que tous ces navires de pêche soient inscrits dans ledit fichier.

Article V

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent comme il convient à la mise en oeuvre du présent accord, notamment en procédant à des

échanges d'informations, y compris des éléments de preuve, concernant les activités des navires de pêche en vue d'aider l'Etat du pavillon à identifier les navires battant son pavillon signalés comme ayant participé à des activités qui compromettent des mesures internationales de conservation et de gestion en vue de permettre à l'Etat du pavillon de remplir ses obligations en vertu de l'article III.

2. Lorsqu'un navire de pêche se trouve volontairement dans le port d'une Partie autre que l'Etat du pavillon, cette Partie, si elle dispose de motifs raisonnables de croire que ce navire de pêche a été utilisé pour une activité qui compromet l'efficacité des mesures internationales de conservation et de gestion, doit notifier sans tarder l'Etat du pavillon en conséquence. Les Parties peuvent prendre des arrangements concernant la conduite par les Etats du port des enquêtes qu'elles estiment nécessaires en vue d'établir si le navire de pêche a effectivement été utilisé contrairement aux dispositions du présent accord.

3. Les Parties concluront, lorsqu'il y a lieu, des accords de coopération ou des arrangements d'assistance mutuelle sur une base mondiale, régionale, sous-régionale ou bilatérale, de manière à promouvoir les objectifs du présent accord.

Article VI

Echange d'information

1. Chaque Partie met à la disposition de la FAO, pour ce qui concerne chaque navire de pêche inscrit dans le fichier qu'elle doit tenir aux termes de l'article IV, les informations ci-après:

- (a) nom du navire de pêche, numéro d'immatriculation, noms précédents (s'ils sont connus) et port d'immatriculation;
- (b) pavillon précédent (le cas échéant);
- (c) indicatif international de signaux radio (le cas échéant);
- (d) nom et adresse du (ou des) propriétaire(s);
- (e) lieu et date de construction;
- (f) type de navire;
- (g) longueur.

2. Chaque Partie communique à la FAO, dans la mesure du possible, pour chaque navire de pêche inscrit dans le fichier qu'elle doit tenir aux termes de l'article IV, les renseignements supplémentaires ci-après:

- (a) nom et adresse du (ou des) exploitant(s) (le cas échéant);
- (b) type de la (ou des) méthode(s) de pêche;
- (c) creux de quille;
- (d) largeur;

(e) tonnage de jauge brut;

(f) puissance du moteur ou des moteurs principaux.

3. Chaque Partie notifie sans tarder à la FAO toutes modifications des informations répertoriées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. La FAO diffuse périodiquement les informations fournies au titre des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article à toutes les Parties et individuellement, sur demande, à toute Partie. La FAO doit également, sur demande, communiquer de telles informations individuellement à toute organisation mondiale, régionale ou sous-régionale des pêches, sous réserve de toute restriction relative à la circulation de l'information imposée par la Partie concernée.

5. De plus, chaque Partie notifie sans tarder à la FAO:

- (a) tout ajout au fichier;
- (b) toute radiation du fichier en raison:
 - (i) de l'abandon volontaire ou du non-renouvellement de l'autorisation de pêche de la part du propriétaire ou exploitant du navire de pêche;
 - (ii) du retrait, aux termes de l'article III, paragraphe 8, de l'autorisation de pêche délivrée à ce navire de pêche;
 - (iii) du fait que le navire de pêche n'est plus autorisé à battre son pavillon;
 - (iv) de la destruction, du déclassement ou de la perte du navire de pêche en question;
 - (v) pour toute autre raison.

6. En donnant à la FAO toute information sur la base du paragraphe 5(b) ci-dessus, la Partie concernée doit spécifier laquelle des raisons énumérées ci-dessus est applicable.

7. Chaque Partie doit informer la FAO:

- (a) de toute exemption qu'elle a octroyée en vertu de l'article II, paragraphe 2, du nombre et du type de navires de pêche concernés et des zones géographiques où ces navires de pêche opèrent; et
- (b) de tout accord établi en vertu de l'article II, paragraphe 3.

8.

- (a) Chaque Partie communique sans tarder à la FAO tous les détails pertinents concernant toutes activités des navires de pêche autorisés à battre son pavillon qui compromettent l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion, y compris l'identité du ou des navires

de pêche impliqués et les sanctions imposées par la Partie eu égard à de telles activités. Les rapports sur les mesures imposées par la Partie peuvent être sujets aux limitations requises par la législation nationale relative au respect du caractère confidentiel, notamment de mesures non encore définitives.

(b) Chaque Partie, lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire qu'un navire de pêche non autorisé à battre son pavillon se livre à une activité qui compromet l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion, attire sur ce point l'attention de l'Etat du pavillon concerné et, lorsque cela se justifie, de la FAO. Il lui appartient de fournir à l'Etat du pavillon tous les éléments de preuve recueillis et d'en fournir éventuellement un résumé à la FAO. La FAO s'abstient de diffuser les informations fournies tant que l'Etat du pavillon n'a pas eu la possibilité de commenter les allégations et les éléments de preuves soumis, ou d'y faire objection, selon le cas.

9. Chaque Partie informe la FAO de tous les cas où, conformément à l'article III, paragraphe 5(d), elle a accordé une autorisation nonobstant les dispositions de l'article III, paragraphe 5(a) ou 5(b). Les informations fournies comprennent les données permettant l'identification du navire de pêche et du propriétaire ou de l'exploitant et, autant que de besoin, toute autre information concernant la décision prise par la Partie en cause.

10. La FAO communique sans tarder à toutes les Parties et individuellement, sur demande, à toute Partie les informations fournies aux termes des paragraphes 5, 6, 7, 8 et 9 du présent Article. La FAO doit également, sur demande, communiquer sans tarder de telles informations individuellement à toute organisation mondiale, régionale ou sous-régionale des pêches, sous réserve de toute restriction relative à la circulation de l'information imposée par la Partie concernée.

11. Les Parties échangent des informations concernant la mise en oeuvre du présent accord, notamment par l'intermédiaire de la FAO et d'autres organisations mondiales, régionales et sous-régionales des pêches appropriées.

Article VII

Coopération avec les pays en développement

Les Parties coopèrent, à l'échelon mondial, régional, sous-régional ou bilatéral et, si besoin est, avec le soutien de la FAO et d'autres organisations internationales et régionales, pour prêter assistance, y compris une assistance technique, aux Parties qui sont des pays en développement afin de les aider à remplir leurs obligations en vertu du présent accord.

Article VIII

Tiers à l'accord

1. Les Parties encouragent tout Etat qui n'est pas Partie au présent accord à l'accepter et encouragent les tiers au

présent accord à adopter des lois et règlements en accord avec les dispositions du présent accord.

2. Les Parties coopèrent conformément au présent accord et au droit international, afin d'empêcher les navires de pêche autorisés à battre le pavillon de tiers au présent accord de prendre part à des activités qui compromettent l'efficacité de mesures internationales de conservation ou de gestion.

3. Les Parties échangent entre elles des informations soit directement, soit par le truchement de la FAO, relativement aux activités des navires de pêche battant le pavillon de tiers au présent accord qui compromettent l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion.

Article IX

Règlement des différends

1. Toute Partie peut demander des consultations avec toute(s) autre(s) Partie (ou Parties) sur tout différend touchant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord, afin d'arriver aussi rapidement que possible à une solution mutuellement satisfaisante.

2. Dans le cas où le différend n'est pas réglé dans un délai raisonnable au moyen de ces consultations, les Parties en question se consultent entre elles de manière que le différend puisse être réglé au plus vite par négociation, enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire ou autres moyens pacifiques de leur choix.

3. Tout différend de ce caractère non ainsi réglé est, avec le consentement dans chaque cas de toutes les Parties au différend, renvoyé pour règlement à la Cour internationale de justice, au Tribunal international du droit de la mer à l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, ou soumis à arbitrage. S'il n'est pas possible de parvenir à un accord concernant le renvoi à la Cour internationale de justice, au Tribunal international du droit de la mer ou à l'arbitrage, les Parties au différend continuent à se consulter et à coopérer en vue de résoudre le différend conformément aux règles du droit international relatives à la conservation des ressources biologiques marines.

Article X

Adhésion

1. Le présent accord est ouvert à l'adhésion des Membres ou Membres associés de la FAO, ainsi que de tout Etat non membre qui est membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. L'adhésion au présent accord se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de la FAO, ci-après appelé le Directeur général.

3. Le Directeur général informe toutes les Parties, tous les Membres et Membres associés de la FAO et le Secrétaire général des Nations Unies de tous les instruments d'adhésion reçus.

4. Lorsqu'une organisation d'intégration économique régionale devient Partie au présent accord, ladite organisation fait connaître, en tant que de besoin et conformément aux dispositions de l'article II.7 de l'Acte constitutif de la FAO, les modifications ou précisions à apporter en raison de son adhésion à cet accord à la déclaration de compétences qu'elle a soumise en vertu de l'article II.5 de l'Acte constitutif de la FAO. Toute Partie au présent accord peut à tout moment demander à une organisation d'intégration économique régionale de préciser qui, d'elle-même ou de ses Etats Membres, est responsable de l'application de tout aspect particulier du présent accord. L'organisation d'intégration économique régionale en question doit fournir cette information dans un délai raisonnable.

Article XI

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entre en vigueur à la date de réception par le Directeur général du vingt-cinquième instrument d'adhésion.

2. Aux fins du présent article, un instrument d'adhésion déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne doit pas être compté comme s'ajoutant à ceux déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

Article XII

Reserves

L'adhésion au présent accord peut être soumise à des réserves qui ne prennent effet qu'après avoir été acceptées unanimement par toutes les Parties. Le Directeur général notifie immédiatement les Parties de toute réserve. Les Parties qui n'ont pas répondu dans les trois mois suivant la date de notification sont supposées avoir accepté la réserve. A défaut de cette acceptation, l'Etat ou l'Organisation d'intégration économique régionale formulant la réserve ne devient pas Partie au présent accord.

Article XIII

Amendements

1. Toute proposition d'amendement au présent accord introduite par une Partie est communiquée au Directeur général.

2. Toute proposition d'amendement introduite par une Partie et reçue par le Directeur général est soumise pour approbation à la Conférence, réunie en session ordinaire ou extraordinaire. Si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose des obligations nouvelles aux Parties, il est étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la FAO avant la Conférence.

3. Toute proposition d'amendement est notifiée aux Parties par le Directeur général, au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Conférence où doit être examinée cette proposition.

4. Toute proposition d'amendement doit être adoptée par la Conférence et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des Parties. Toutefois, les amendements qui impliquent de nouvelles obligations pour les Parties ne prennent effet, vis-à-vis de chaque Partie, qu'après avoir été acceptés par elles et à compter du trentième jour suivant cette acceptation. Tout amendement est réputé impliquer de nouvelles obligations pour les Parties, à moins que la Conférence, en approuvant l'amendement, n'en décide autrement par consensus.

5. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations sont déposés auprès du Directeur général, qui informe toutes les Parties de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

6. Aux fins du présent article, un instrument d'acceptation déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne doit pas être compté comme s'ajoutant à ceux déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

Article XIV

Retrait

Toute Partie peut, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date à laquelle le présent accord est entré en vigueur en ce qui concerne ladite Partie, se retirer du présent accord en notifiant ce retrait par écrit au Directeur général qui, à son tour, en informe aussitôt toutes les Parties et les Membres et membres associés de la FAO. Le retrait devient effectif à la fin de l'année civile suivant l'année pendant laquelle le Directeur général a reçu la notification.

Article XV

Fonctions du depositaire

Le Directeur général est le depositaire du présent accord. Le depositaire:

- (a) envoie des copies certifiées conformes du présent accord à chaque Membre et membre associé de la FAO et aux Etats non membres susceptibles de devenir Partie au présent accord;
- (b) fait enregistrer le présent accord, dès son entrée en vigueur, auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies;
- (c) informe chacun des Membres et membres associés de la FAO et tous Etats non membres susceptibles de devenir Partie au présent accord:
 - (i) du dépôt d'instruments d'adhésion déposés conformément à l'article X;
 - (ii) de la date d'entrée en vigueur du présent accord conformément à l'article XI;

(iii) des propositions d'amendements et de leur entrée en vigueur conformément à l'article XIII;

(iv) des retraits du présent accord conformément à l'article XIV.

Article XVI

Textes authentiques

Les textes du présent accord en anglais, arabe, chinois, espagnol et français font également foi.

Acordo para a promoção do cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão pelos navios de pesca no alto mar

Preâmbulo

As Partes do presente Acordo:

Reconhecendo que todos os Estados têm direito a que os seus nacionais se dediquem à pesca no alto mar, em conformidade com as disposições pertinentes do direito internacional, tais como enunciadas na Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar,

Reconhecendo ainda que, nos termos do direito internacional tal como enunciado na Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar, todos os Estados têm o dever de tomar ou de cooperar com outros Estados para tomar as medidas que, em relação aos seus respectivos nacionais, possam ser necessárias para a conservação dos recursos vivos do alto mar,

Cientes do direito e interesse de todos os Estados de desenvolverem os seus sectores das pescas em conformidade com as respectivas políticas nacionais e da necessidade de promover a cooperação com países em desenvolvimento para melhorar a sua capacidade de cumprimento das respectivas obrigações nos termos do presente acordo,

Tendo em atenção que a Agenda 21, adoptada pela Conferência das Nações Unidas sobre o ambiente e o desenvolvimento, solicita aos Estados que tomem medidas eficazes, conformes ao direito internacional, para dissuadir os seus nacionais de procederem a mudanças de pavilhão em navios como meio de evitarem o cumprimento das medidas de conservação e de gestão aplicáveis às actividades de pesca no alto mar,

Tendo ainda em atenção que a Declaração de Cancún, adoptada pela Conferência internacional sobre a pesca responsável, apela igualmente aos Estados para que tomem medidas neste domínio,

Tendo em conta que, nos termos da Agenda 21, os Estados se empenham na conservação e utilização sustentável dos recursos marinhos vivos do alto mar *Apelando* aos Estados que não participam em organizações ou convénios de pesca globais, regionais ou sub-regionais para que a eles adiram ou, se for caso disso, concluem acordos com tais organizações ou partes dessas

organizações ou convénios, com vista ao cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão,

Conscientes do dever de cada Estado de exercer efectivamente a sua jurisdição e controlo sobre os navios que arvoram o seu pavilhão, incluindo os navios de pesca e os navios implicados no transbordo de pescado,

Atentas a que a prática da adopção ou mudança de pavilhão dos navios de pesca, como meio de evitar o cumprimento das medidas internacionais de conservação e de gestão dos recursos marinhos vivos, e a não assunção pelos Estados do pavilhão das suas responsabilidades perante os navios autorizados a arvorar o seu pavilhão são factores que prejudicam seriamente a eficácia de tais medidas,

Verificando que o objectivo do presente acordo pode ser alcançado através da especificação das responsabilidades dos Estados do pavilhão face aos navios de pesca autorizados a arvorar os seus pavilhões que operam no alto mar, incluindo a autorização dessas operações pelo Estado do pavilhão, bem como do reforço da cooperação internacional e da transparência mediante a troca de informações sobre a pesca no alto mar,

Notando que o presente acordo constituirá parte integrante do Código internacional de conduta da pesca responsável para que apela a Declaração de Cancún,

Desejosas de concluir um acordo internacional no âmbito da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura, a seguir designada por FAO, nos termos do artigo XIV da Constituição da FAO,

Acordaram no seguinte:

Artigo I

Definições

Para efeitos do presente acordo, entende-se por:

- a) «Navio de pesca», qualquer navio utilizado ou destinado a ser utilizado para a exploração comercial de recursos marinhos vivos, incluindo os navios-mãe e quaisquer outros navios directamente implicados nessas operações de pesca;
- b) «Medidas internacionais de conservação e de gestão», as medidas destinadas a preservar ou gerir uma ou mais espécies de recursos marinhos vivos, adoptadas e aplicadas em conformidade com as disposições pertinentes do direito internacional tais como enunciadas na Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar de 1982. Tais medidas podem ser adoptadas quer por organizações de pesca globais, regionais ou sub-regionais, no respeito dos direitos e obrigações dos seus membros, quer por tratados ou outros acordos internacionais;

c) «Comprimento»:

- i) Para todo o navio de pesca construído após 18 de Julho de 1982, o comprimento igual a 96 % do comprimento total, medido sobre uma linha de água situada a uma altura acima da quilha igual a 35 % do pontal mínimo de construção, medido a partir da face superior da quilha, ou o comprimento medido da face de vante da roda de proa até ao eixo da madre do leme naquela linha de água, se este comprimento for maior. Nos navios projectados com diferença de imersão, a linha de água na qual é medido este comprimento será paralela à linha de água carregada de projecto;
- ii) Para todo o navio de pesca construído antes de 18 de Julho de 1982, o comprimento registado tal como se encontra inscrito no registo nacional ou noutro registo de navios;
- d) «Registo de navios de pesca», um registo de navios de pesca em que são inscritos dados pertinentes dos navios de pesca. Pode constituir um registo separado de navios de pesca ou fazer parte de um registo geral de navios;
- e) «Organização de integração económica regional», uma organização de integração económica regional para a qual os seus Estados-membros tenham transferido competência em matérias regidas pelo presente acordo, incluindo a capacidade de tomar decisões executivas para os seus Estados-membros nas matérias em causa;
- f) «Navios autorizados a arvorar o seu pavilhão» e «navios autorizados a arvorar o pavilhão de um Estado», os navios autorizados a arvorar o pavilhão de um Estado-membro de uma organização de integração económica regional.

Artigo II

Âmbito de aplicação

1. Sob reserva dos números seguintes, o presente acordo aplica-se a todos os navios de pesca utilizados ou destinados a ser utilizados para a pesca no alto mar.

2. Uma parte pode isentar da aplicação do presente acordo os navios de pesca com menos de 24 metros de comprimento autorizados a arvorar o seu pavilhão, a menos que determine ser essa isenção susceptível de prejudicar o objectivo do presente acordo, desde que tais isenções:

- a) Não sejam concedidas a navios de pesca que operam nas áreas de pesca referidas no nº 3, com exclusão dos autorizados a arvorar o pavilhão de um Estado com uma área de pesca; e
- b) Não sejam aplicadas às obrigações assumidas por uma parte nos termos do nº 1 do artigo III ou do nº 7 do artigo VI.

3. Sem prejuízo do nº 2, em qualquer área de pesca onde os respectivos Estados costeiros não tenham ainda instituído zonas económicas exclusivas, ou zonas equivalentes de jurisdição nacional em matéria de pesca, os Estados costeiros que sejam partes no presente acordo podem convir, quer directamente, quer através de organizações regionais de pesca apropriadas, no estabelecimento de um comprimento mínimo dos navios de pesca abaixo do qual o presente acordo não será aplicável aos navios de pesca que arvoram o pavilhão de um desses Estados costeiros e operam exclusivamente nessa área de pesca.

Artigo III

Responsabilidade do estado de pavilhão

1.

- a) Cada parte tomará as medidas necessárias para assegurar que os navios de pesca autorizados a arvorar o seu pavilhão não exerçam qualquer actividade susceptível de prejudicar a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão.
- b) Caso uma parte, em virtude do nº 2 do artigo II, conceda a navios de pesca com menos de 24 metros de comprimento, autorizados a arvorar o seu pavilhão, uma isenção da aplicação de outras disposições do presente acordo, essa parte não deixará de tomar medidas eficazes em relação a qualquer desses navios de pesca que prejudique a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão. Tais medidas serão de natureza a assegurar que o navio de pesca cesse o exercício de actividades prejudiciais para a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão.

2. Em especial, nenhuma parte permitirá que um navio de pesca autorizado a arvorar o seu pavilhão seja utilizado para a pesca no alto mar, a menos que a autoridade ou autoridades competentes dessa parte lhe tenham concedido autorização para o efeito. Os navios de pesca assim autorizados pescarão em conformidade com as condições da autorização.

3. Nenhuma parte autorizará que um navio de pesca autorizado a arvorar o seu pavilhão seja utilizado para a pesca no alto mar, a menos que considere que, atendendo aos vínculos que a ligam ao navio de pesca em causa, pode exercer eficazmente a sua responsabilidade, nos termos do presente acordo, em relação a esse navio de pesca.

4. Quando um navio de pesca, autorizado a ser utilizado para a pesca no alto mar por uma parte, deixe de estar autorizado a arvorar o pavilhão dessa parte, a autorização de pescar no alto mar será considerada anulada.

5.

- a) Nenhuma parte autorizará a utilização para a pesca no alto mar de um navio de pesca anteriormente registado no território de outra

parte que tenha prejudicado a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão, a não ser que esteja certa de:

- i) Ter terminado qualquer período de suspensão, por uma outra parte, de uma autorização de utilização do navio de pesca em causa para a pesca no alto mar; e
- ii) Não ter sido retirada por uma outra parte, nos últimos três anos, nenhuma autorização de utilização do navio da pesca em causa para a pesca no alto mar.

b) O disposto na alínea a) é igualmente aplicável aos navios de pesca anteriormente registados no território de um Estado que não seja parte no presente acordo, desde que a parte em causa disponha de informações suficientes sobre as circunstâncias que levaram à suspensão ou retirada da autorização.

c) O disposto nas alíneas a) e b) não é aplicável quando tenha havido mudança de propriedade do navio de pesca e o novo proprietário apresente provas suficientes de que o proprietário ou armador anterior deixou de ter qualquer interesse ou controlo sobre o navio de pesca do ponto de vista jurídico, financeiro ou de usufruto.

d) Não obstante o disposto nas alíneas a) e b), uma parte pode autorizar a utilização para a pesca no alto mar de um navio de pesca a que de outro modo essas alíneas seriam aplicáveis, se, após ter considerado todos os elementos pertinentes, incluindo as circunstâncias em que a autorização tenha sido retirada pela outra parte ou Estado, determinar que a concessão de uma autorização de utilização do navio para a pesca no alto mar não prejudicará os objectivos do presente acordo.

6. Cada parte assegurará que todos os navios de pesca autorizados a arvorar o seu pavilhão e por ela inscritos no registo mantido nos termos do artigo IV sejam marcados de forma a poderem ser prontamente identificados, em conformidade com as normas geralmente aceites, tais como as especificações de marcação e identificação dos navios de pesca da FAO.

7. Cada parte assegurará que cada navio de pesca autorizado a arvorar o seu pavilhão lhe forneça, sobre as respectivas operações, as informações necessárias para permitir à parte cumprir as suas obrigações nos termos do presente acordo, incluindo nomeadamente informações sobre a zona das operações de pesca, as capturas e os desembarques.

8. Cada parte adoptará medidas coercivas em relação aos navios de pesca autorizados a arvorar o seu pavilhão que actuem em contravenção do disposto no presente acordo e, se for caso disso, tomará as medidas necessárias para que a contravenção dessas disposições constitua uma infracção nos termos da legislação nacional. As sanções aplicáveis às contravenções serão suficientemente graves para assegurar eficazmente o cumprimento do disposto no presente acordo e retirar aos infractores os benefícios das suas actividades ilegais. Em caso de infracções graves, as sanções incluirão a recusa, suspensão ou retirada da autorização de pesca no alto mar.

Artigo IV

Registos dos navios de pesca

Para efeitos do presente acordo, cada parte manterá um registo dos navios de pesca autorizados a arvorar o seu pavilhão e a pescar no alto mar e tomará as medidas necessárias para assegurar que todos os navios de pesca em causa sejam inscritos no registo.

Artigo V

Cooperação internacional

1. As partes cooperarão de modo adequado na execução do presente acordo, e, nomeadamente, trocarão informações, incluindo elementos de prova, relativas às actividades dos navios de pesca, com vista a assistir o Estado de pavilhão na identificação dos navios de pesca arvorando o seu pavilhão alegadamente implicados em actividades prejudiciais para as medidas internacionais de conservação e de gestão, de forma a que possa cumprir as suas obrigações nos termos do artigo III.

2. Quando um navio de pesca se encontre voluntariamente num porto de uma parte que não o seu Estado de pavilhão, essa parte, se tiver motivos razoáveis para pensar que o navio de pesca foi utilizado numa actividade prejudicial para a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão, notificará rapidamente do facto o Estado do pavilhão. As partes podem convir na realização, pelo Estado do porto, das acções de investigação consideradas necessárias para determinar se o navio de pesca foi efectivamente utilizado em violação do disposto no presente acordo.

3. As partes, quando e como apropriado, concluirão acordos de cooperação ou convénios de assistência mútua, numa base global, regional, sub-regional ou bilateral, para fomentar a realização dos objectivos do presente acordo.

Artigo VI

Troca de informações

1. Cada parte colocará prontamente à disposição da FAO as seguintes informações em relação a cada navio de pesca inscrito no registo cuja manutenção é estatuída no artigo IV:

- a) Nome do navio de pesca, número de registo, nomes anteriores (se conhecidos) e porto de registo;
- b) Pavilhão anterior (se for caso disso);
- c) Indicativo de chamada rádio internacional (se for caso disso);
- d) Nome e endereço do proprietário ou proprietários;
- e) Local e data de construção;
- f) Tipo de navio;
- g) Comprimento.

2. Na medida do possível, cada parte colocará à disposição da FAO as seguintes informações suplementares a respeito de cada navio de pesca inscrito no registo cuja manutenção é determinada no artigo IV:

- a) Nome e endereço do armador (gestor) ou armadores (gestores) (se for caso disso);
- b) Tipo de método ou métodos de pesca;
- c) Pontal de construção;
- d) Boca;
- e) Tonelagem de arqueação bruta;
- f) Potência do motor ou motores principais.

3. Cada parte notificará prontamente a FAO de quaisquer alterações das informações referidas nos nºs 1 e 2.

4. A FAO comunicará periodicamente a todas as partes as informações previstas nos nºs 1, 2 e 3 e, a pedido, transmiti-las-á a título individual a qualquer parte. Sob reserva de quaisquer restrições impostas pela parte em causa em matéria de divulgação das informações, a FAO fornecerá igualmente essas informações, a pedido e a título individual, a qualquer organização de pescas global, regional ou sub-regional.

5. Cada parte informará ainda prontamente a FAO de:

- a) Quaisquer aditamentos ao registo;

b) Quaisquer supressões no registo, na sequência de:

- i) Renúncia voluntária ou não renovação da autorização de pesca pelo proprietário ou armador do navio de pesca;
- ii) Retirada da autorização de pesca do navio nos termos do nº 8 do artigo III;
- iii) Cessaçao da autorização para o navio de pesca de arvorar o seu pavilhão;
- iv) Demolição, imobilização ou perda do navio de pesca em causa; ou
- v) Qualquer outro motivo.

6. Quando forem transmitidas informações à FAO nos termos da alínea b) do nº 5, a parte em causa especificará qual dos motivos enumerados é aplicável.

7. Cada parte informará a FAO de:

- a) Qualquer isenção que tenha concedido nos termos do nº 2 do artigo II, especificando o número e o tipo dos navios de pesca em causa e as áreas geográficas em que operam;
- b) Qualquer acordo concluído nos termos do nº 3 do artigo II.

8.

- a) Cada parte transmitirá prontamente à FAO todas as informações pertinentes sobre quaisquer actividades de navios de pesca arvorando o seu pavilhão que prejudiquem a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão, incluindo a identificação do navio ou navios de pesca em causa e as medidas impostas pela parte em relação a essas actividades. Os relatórios sobre as medidas impostas por uma parte podem ser objecto de limitações exigidas pela legislação nacional em matéria de confidencialidade, incluindo, nomeadamente, a confidencialidade aplicável a medidas em curso de elaboração.

- b) Cada parte, sempre que tenha motivos razoáveis para pensar que um navio de pesca não autorizado a arvorar o seu pavilhão está implicado em qualquer actividade prejudicial para a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão, chamará para o facto a atenção do Estado do pavilhão em causa e pode, quando apropriado, chamar igualmente a atenção da FAO. Fornecerá ao Estado do pavilhão todos os elementos de prova pertinentes e pode fornecer à FAO um resumo desses

elementos. A FAO não comunicará essas informações antes de o Estado do pavilhão ter oportunidade de comentar a alegação e os elementos de prova apresentados ou, se for caso disso, de formular uma objecção.

9. Cada parte informará a FAO de todos os casos em que, nos termos do nº 5, alínea d), do artigo III, tenha concedido uma autorização não obstante o disposto no nº 5, alíneas a) ou b), do artigo III. A informação incluirá dados pertinentes que permitam a identificação do navio de pesca e do proprietário ou armador e, se for caso disso, quaisquer outros dados relevantes para a decisão da parte.

10. A FAO comunicará prontamente a todas as partes as informações previstas nos nºs 5, 6, 7, 8 e 9 e, a pedido, transmiti-las-á a título individual a qualquer parte. Sob reserva de quaisquer restrições impostas pela parte em causa em matéria de divulgação das informações, a FAO também fornecerá prontamente essas informações, a pedido e a título individual, a qualquer organização de pescas global, regional ou sub-regional.

11. As partes trocarão informações sobre a execução do presente acordo, inclusive por intermédio da FAO e de outras organizações de pescas globais, regionais ou sub-regionais apropriadas.

Artigo VII

Cooperação com países em desenvolvimento

As partes cooperarão ao nível global, regional, sub-regional ou bilateral, e, quando apropriado, com o apoio da FAO e de outras organizações internacionais ou regionais, na prestação de assistência, incluindo assistência técnica, a países em desenvolvimento que sejam partes, com vista a apoiá-los no cumprimento das suas obrigações nos termos do presente acordo.

Artigo VIII

Não-partes

1. As partes encorajarão qualquer Estado que não seja parte no presente acordo a aceitá-lo e estimularão qualquer não-parte a adoptar legislação conforme ao disposto no presente acordo.

2. As partes cooperarão, em conformidade com o presente acordo e com o direito internacional, para que os navios de pesca autorizados a arvorar os pavilhões de não-partes não exerçam actividades prejudiciais para a eficácia das medidas internacionais de conservação e de gestão.

3. As partes trocarão informações entre si, directamente ou por intermédio da FAO, sobre as actividades de navios

de pesca arvorando pavilhões de não-partes que prejudiquem a eficácia das medidas internacionais de conservação ou de gestão.

Artigo IX

Resolução de diferendos

1. Qualquer parte pode procurar consultar qualquer outra parte ou partes acerca de qualquer diferendo relativo à interpretação ou aplicação do disposto no presente acordo, com vista a obter, o mais rapidamente possível, uma solução mutuamente satisfatória.

2. No caso de essas consultas não resolverem o diferendo num prazo razoável, as partes em causa consultar-se-ão, logo que possível, com vista à solução do diferendo por negociação, inquérito, mediação, conciliação, arbitragem, via judicial ou qualquer outro meio pacífico à sua escolha.

3. Qualquer diferendo desta natureza não solucionado deste modo será, com o consentimento de todas as partes na controvérsia, submetida ao Tribunal Internacional de Justiça, ao Tribunal Internacional do direito do mar, após a entrada em vigor da Convenção das Nações Unidas sobre o direito do mar de 1982, ou à arbitragem. Na ausência de acordo quanto à submissão ao Tribunal Internacional de Justiça, ao Tribunal Internacional do direito do mar ou à arbitragem, as partes continuarão a consultar-se e a cooperar, com vista a encontrar uma solução para o diferendo em conformidade com as disposições do direito internacional relativas à conservação dos recursos marinhos vivos.

Artigo X

Aceitação

1. O presente acordo está aberto à aceitação por qualquer membro ou membro associado da FAO e por qualquer Estado não membro que seja membro das Nações Unidas ou de qualquer agência especializada das Nações Unidas ou da Agência Internacional da Energia Atómica.

2. A aceitação do presente acordo far-se-á mediante depósito de um instrumento de aceitação junto do Director-Geral da FAO, a seguir denominado Director-Geral.

3. O Director-Geral informará todas as partes, todos os membros e membros associados da FAO e o Secretário-Geral das Nações Unidas de todos os instrumentos de aceitação que tiver recebido.

4. Sempre que uma organização de integração económica regional se tornar parte no presente acordo, essa organização notificará, em conformidade com o nº 7 do artigo II da Constituição da FAO, se for caso disso, as

alterações ou esclarecimentos à sua declaração de competência apresentada nos termos do nº 5 do artigo II da Constituição da FAO que possam ser necessários à luz da aceitação do presente acordo. Qualquer parte no presente acordo pode, em qualquer momento, solicitar a uma organização de integração económica regional que seja parte no presente acordo que forneça informações sobre em quem, entre a organização de integração económica regional e os seus Estados-membros, recai a responsabilidade de execução de qualquer assunto específico abrangido pelo presente acordo. A organização de integração económica regional fornecerá essas informações num prazo razoável.

Artigo XI

Entrada em vigor

1. O presente acordo entrará em vigor na data em que o Director-Geral receber o vigésimo quinto instrumento de aceitação.

2. Para efeitos do presente artigo, um instrumento depositado por uma organização de integração económica regional não será contado adicionalmente aos depositados pelos Estados-membros dessa organização.

Artigo XII

Reservas

A aceitação do presente acordo pode estar sujeita a reservas, que só serão efectivas após aceitação unânime por todas as partes no presente acordo. O Director-Geral notificará imediatamente todas as partes de qualquer reserva. As partes que não tiverem respondido no prazo de três meses a contar da data de notificação serão consideradas como tendo aceite a reserva. Na ausência de tal aceitação, o Estado ou organização de integração económica regional que tiver expressado a reserva não se tornará parte no presente acordo.

Artigo XIII

Emendas

1. Qualquer emenda ao presente acordo proposta por uma parte será comunicada ao Director-Geral.

2. Qualquer proposta de emenda ao presente acordo recebida de uma parte pelo Director-Geral será apresentada para aprovação numa sessão ordinária ou especial da Conferência e, se implicar mudanças técnicas importantes ou impuser obrigações suplementares às partes, será examinada por um comité consultivo de especialistas convocado pela FAO antes da sessão da Conferência.

3. Qualquer proposta de emenda ao presente acordo será notificada às partes pelo Director-Geral, o mais tardar aquando do envio da ordem de trabalhos da sessão da Conferência em que a questão será discutida.

4. Qualquer proposta de emenda ao presente acordo requer a aprovação da Conferência e entrará em vigor no trigésimo dia seguinte à aceitação por dois terços das partes. Contudo, as emendas que impliquem novas obrigações para as partes entrarão em vigor, para cada parte, só após aceitação por esta e no trigésimo dia seguinte a essa aceitação. Qualquer emenda será considerada como implicando novas obrigações para as partes, a menos que a Conferência, ao aprová-la, decida de outro modo por consenso.

5. Os instrumentos de aceitação das emendas que impliquem novas obrigações serão depositados junto do Director-Geral, que informará todas as partes da recepção da aceitação e da entrada em vigor das emendas.

6. Para efeitos do presente artigo, um instrumento depositado por uma organização de integração económica regional não será contado adicionalmente aos depositados pelos Estados-membros dessa organização.

Artigo XIV

Recesso

Qualquer parte pode retirar-se do presente acordo, em qualquer momento após um período de dois anos a contar da data em que o acordo tenha entrado em vigor para essa parte, mediante notificação escrita ao Director-Geral, que informará imediatamente do recesso todas as partes e os membros e membros associados da FAO. O recesso produzirá efeitos no final do ano civil seguinte ao da recepção da notificação do recesso pelo Director-Geral.

Artigo XV

Deveres do depositário

O Director-Geral é o depositário do presente acordo. O depositário:

- a) Enviará cópias autenticadas do presente acordo a cada membro e membro associado da FAO e aos Estados não membros que possam tornar-se partes no presente acordo;
- b) Tomará disposições para o registo do presente acordo, depois da sua entrada em vigor, junto do Secretariado das Nações Unidas, em conformidade com o artigo 102º da Carta das Nações Unidas;

c) Informará cada membro e membro associado da FAO e quaisquer Estados não membros que possam tornar-se partes no presente acordo:

i) Dos instrumentos de aceitação depositados em conformidade com o artigo X;

ii) Da data de entrada em vigor do presente acordo em conformidade com o artigo XI;

iii) Das propostas e da entrada em vigor de emendas ao presente acordo em conformidade com o artigo XIII;

iv) Dos recessos do presente acordo nos termos do artigo XIV.

Artigo XVI

Textos autênticos

Os textos do presente acordo nas línguas árabe, chinesa, espanhola, francesa e inglesa fazem igualmente fé.

O Primeiro Ministro, *José Maria Pereira Neves*.

—o—
CHEFIA DO GOVERNO

Gabinete do Primeiro Ministro

Despacho nº 22/ 2005

Neste ano do Trigésimo Aniversário da Independência Nacional, entende o Governo distinguir um conjunto de personalidades e instituições que, por diferentes modos e em diversas frentes, contribuíram ou têm contribuído para a afirmação do Estado cabo-verdiano e para o progresso do país.

Também assim no domínio do Desporto.

A Selecção Nacional de Futebol tem tido um percurso de mérito, largamente contribuindo para a afirmação da causa do desenvolvimento do Desporto cabo-verdiano e para a projecção internacional do país e das suas potencialidades. Felizmente, a Nação tem reconhecido esse trabalho e tem-se empenhado com o desempenho dos atletas e dos técnicos ao serviço da equipa de todos nós, mas igualmente com o da Federação da modalidade. Urge enaltecer toda essa dedicação e todo esse alto sentido de entrega sem os quais não teria sido possível lançar Cabo Verde na larga arena do futebol internacional.

É imbuído deste espírito que o Primeiro Ministro tem por justo e merecido agraciar a Selecção Nacional de Futebol, a sua equipa técnica e o Presidente da Federação Cabo-Verdiana de Futebol.

Tendo presente o disposto nos artigos 2º e 10º do Decreto-Lei nº 1/ 2005, de 10 de Janeiro, na redacção introduzida pelo Decreto-Lei nº 61/ 2005, de 26 de Setembro:

Determino o seguinte:

Artigo único

É galardoado o cidadão Mário Semedo com o primeiro grau da Medalha de Mérito, na categoria de mérito desportivo.

São galardoados com o segundo grau da Medalha de Mérito, na categoria de mérito desportivo:

1. Alexandre Alhinho;
2. José Rui Aguiar;
3. Pedro Tavares;
4. Adriano Duarte (Duca);
5. Adriano Miranda (Néné);
6. Anilton Cruz (For You);
7. Arlindo Semedo (Cafú);
8. Carlos Brito (Brito);
9. Carlos Morais (Caló);
10. Cláudio Aguiar (Lito);
11. Dário Furtado (Dário);
12. Domingos Gomes (Lixa);
13. Domingos Tavares (Chelo);
14. Eduardo F. Gomes (Dady);
15. Emerson da Luz (Emerson);
16. Ernesto Soares (Ernesto);
17. Evandro Tavares (Pat);
18. Fernando Neves (Nando);

19. Gerson Pires (Tubola);

20. Hugo Évora (Évora);

21. Jailson Cruz (Jay);

22. Janício Martins (Já);

23. Jimmy Modeste (Jimmy);

24. João Baptista (Tigana);

25. José Barros (Zé Piguita);

26. José Rui da Veiga (Zé Rui);

27. José Tavares (Lolote);

28. José Veiga (Veiga);

29. Manuel Sanches (Puma);

30. Mateus Lopes (Mateus);

31. Nelson Veiga (Nelson);

32. Paulo de Pina (Pina);

33. Pedro Brito (Bubista);

34. Romerito Ramos (Romy);

35. Rui Monteiro (Rui);

36. Sandro Mendes (Sandro);

37. Víctor Borges Moreno (Moreno);

38. Alcides Gonçalves;

39. Eduardo Almeida;

40. Heldeberto Ribeiro;

41. José Antunes;

42. Júlio Silvão;

43. Leonel Rodrigues.

MINISTÉRIO DO AMBIENTE
AGRICULTURA E PISCAS E MINISTÉRIO
DAS FINANÇAS E PLANEAMENTO

Gabinetes dos Ministros

Portaria nº 56/2005

de 3 de Outubro

Nos termos do artigo 34º do Decreto-Lei nº 53/2005, de 8 de Agosto, a emissão de licença de pesca a embarcações de pesca industrial e artesanal dá lugar ao pagamento de taxas e emolumentos.

Convindo alterar as taxas e emolumentos fixados pela portaria nº 58/87, de 6 de Novembro;

Manda o Governo, pelos ministros do Ambiente, agricultura e Piscas e das Finanças e Planeamento, o seguinte:

Artigo 1º

É aprovada a nova tabela de emolumentos e taxas a cobrar na emissão de licenças de pesca a embarcações de pesca industrial e artesanal, anexa à presente portaria, de que faz parte integrante.

Artigo 2º

As licenças de pesca cujas taxas e emolumentos não estejam previstas na presente portaria, só podem ser obtidas mediante autorização do Ministro responsável pelas pescas, ouvido o parecer prévio da Direcção Geral das Pescas.

Artigo 3º

Fica revogada a Portaria nº 58/87, de 6 de Novembro.

Artigo 4º

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação.

Publique-se.

Gabinete do Primeiro Ministro, aos 29 de Setembro de 2005. -
O Primeiro Ministro, *José Maria Pereira Neves*.

Gabinetes dos Ministros do Ambiente, Agricultura e Piscas e das Finanças e Planeamento, aos 19 de Setembro de 2005. - Os Ministros, *Maria Madalena Brito Neves* -
João Pinto Serra.

ANEXO**Tabela dos emolumentos a cobrar pelo Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas pela emissão de licenças de pesca a embarcações de pesca industrial e artesanal**

Nº do verba	Serviços ou documentos	Emolumentos do Estado
1	Licença para pequenas espécies pelágicas, com cercos semelhantes, por ano civil, por cada rede, com embarcações:	
	Até 5 toneladas inclusive	2 000\$00
	Além de 5 até 15 ton. Inclusive	3 500\$00
	Superiores a 15 toneladas	5 000\$00
2	Licença para pescar com redes de arrasto para terra, por ano civil, e por cada rede ...	5 000\$00
3	Licenças para pescar com redes de emalhar, por ano civil	
	Até 200 metros, inclusive	5 000\$00
	Além de 200 metros até 500 metros inclusive	7 500\$00
	Superiores a 500 metros	10 000\$00
4	Licenças para pescar com artes de sacada, por arte completa e por ano civil, com embarcações:	
	Até 5 toneladas inclusive	2 000\$00
	Além de 5 até 15 ton. Inclusive	3 000\$00
	Superiores a 15 toneladas	4 000\$00
5	Licenças para pescar à linha ou com aparelhos não especificados nesta tabela, por ano civil e com embarcações:	
	Até 2 toneladas inclusive	2 000\$00
	Além de 2 até 10 ton. Inclusive	3 000\$00
	Além de 10 ton. Até 50 ton. Inclusive	5 000\$00
	Superiores a 50 toneladas	7 500\$00
6	Licenças para embarcações auxiliares da pesca, com transporte de pesado, quando não incluídas na matrícula da arte, por ano civil:	
	Com embarcações até 50 toneladas	3 000\$00
	Superiores a 50 toneladas	4 000\$00
7	Licenças para pesca de polvo por meio de alcatruzes, por embarcações e por ano civil	5 00\$00
8	Licenças para pescar tunídeos:	
	a) Com rede cerco:	
	Com embarcações até 50 ton. Inclusive	.5 00\$00

	Além de 50 ton. Até 100 ton inclusive	10 000\$00
	Além de 100 ton. Até 200 ton. inclusive	20 000\$00
	Além de 200 ton. até 500 ton, inclusive	50 000\$00
	Superior a 500 toneladas	100 000\$00
	b) A cana com isca viva:	
	Com embarcações até 50 ton. Inclusive	.5 00\$00
	Além de 50 ton. Até 100 ton inclusive	10 000\$00
	Além de 100 ton. Até 200 ton. inclusive	20 000\$00
	Além de 200 ton. até 500 ton, inclusive	50 000\$00
	Superior a 500 toneladas	100 000\$00
	c) Com palangre:	
	Com embarcações até 50 ton. Inclusive	15 00\$00
	Além de 50 ton. Até 100 ton inclusive	20 000\$00
	Além de 100 ton. Até 200 ton. inclusive	30 000\$00
	Superior a 200 toneladas	50 000\$00
9	Licenças para pescar lagosta e outros crustáceos:	
	a) Com covos e outras armadilhas:	
	Com embarcações até 100 ton. inclusive	50 000\$00
	Superior a 100 toneladas	100 000\$00
	b) Por mergulho	15 000\$00
10	Licenças para transbordo	
	a) Tunídeos	
	Até 20 ton. Inclusive	.10 00\$00
	Além de 20 ton. até 50 ton inclusive	15 000\$00
	Além de 50 ton. até 100 ton. inclusive	25 000\$00
	Superior a 100 toneladas	50 000\$00
	b) Espécies Pelágicas	
	Até 20 ton. Inclusive...7 00\$00	
	Além de 20 ton. até 50 ton inclusive	12 000\$00
	Além de 50 ton. até 100 ton. inclusive	18 000\$00
	Superior a 100 toneladas	25 000\$00

Os Ministros, *Maria Madalena Brito Neves – João Pinto Serra.*

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E VALORIZAÇÃO DOS RECURSOS HUMANOS

Gabinete do Ministro

Portaria nº 57/2005

de 3 de Outubro

Considerando que o Instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar, abreviadamente ISECMAR, cujos estatutos foram aprovados pelo Decreto Lei nº 40/96, de 21 de Outubro, é uma instituição de ensino superior, que há já muitos anos, vem contribuindo para o desenvolvimento de Cabo Verde, preparando quadros que, em sectores variados da sociedade, têm tido um bom desempenho, fruto dos conhecimentos ministrados;

Considerando que a dinâmica do desenvolvimento do país e a necessidade cada vez maior de quadros com uma sólida formação em áreas estratégicas tem sido uma das prioridades da política de formação preconizada pelo ISECMAR;

Tendo em conta que com a implementação do novo sistema de ensino e da própria dinâmica da reforma do ensino secundário, surge a necessidade da reestruturação das escolas técnicas, da grade curricular e da estrutura organizadora da via técnica, e que para isso, um dos factores chaves é a formação de professores, dotando-os de conhecimentos adequados ao novo sistema de ensino.

Assim,

Nesses termos, ao abrigo do disposto no artigo 46º dos Estatutos do Instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar, aprovados pelo Decreto-lei nº 40/96, de 21 de Outubro:

Manda o Governo da República de Cabo Verde, pela Ministra da Educação e Valorização dos Recursos Humanos, o seguinte:

Artigo 1º

Criação

É criado no Instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar o Curso de Formação de Formadores para o Ensino Técnico.

Artigo 2º

Duração

O curso tem a duração de 3 anos, estruturados em seis semestres lectivos.

Artigo 3º

Ramos

O curso desdobra nos seguintes ramos:

- a) Mecânica
- b) Electricidade; e
- c) Construção Civil

Artigo 4º

Plano de estudos

O plano de estudos do curso é o fixado nos anexos I (Ramo Mecânica), II (Ramo de Construção Civil) e III (Ramo de Electricidade) ao presente diploma.

Artigo 5º

Matrícula e Inscrição

A matrícula e inscrição no curso estão sujeitas ao seguinte *númerus clausus*:

- a) 25 formandos para o ramo Mecânica
- b) 25 formandos para o ramo Electricidade
- c) 25 formandos para o ramo Construção Civil

Artigo 6º

Seleção

1. A selecção dos candidatos é feita de acordo com os critérios estabelecidos pelo instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar, sem prejuízo do estipulado no regime geral, tendo prioridade os candidatos oriundos do Ensino Técnico.

2. O Ministério da Educação e Valorização dos Recursos Humanos pode definir, em casos excepcionais, os critérios a estabelecer para a selecção dos candidatos.

Artigo 7º

Regimes escolares

Os regimes de frequência, avaliação de conhecimentos, transição de ano, precedência e prescrição do direito à inscrição são de acordo com os regulamentos aprovados e em vigor no instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar.

Artigo 8º

Grau académico

Ao aluno que obtenha aprovação na totalidade das unidades curriculares que integram o plano de estudos do curso, é conferido o grau académico de Bacharelato em Formação de Formadores para o Ensino Técnico, nos respectivos ramos, de Mecânica, ou Electricidade, ou Construção Civil.

Artigo 9º

Classificação final

A classificação final do grau académico de bacharelato é a prevista no Regulamento de Frequência, Avaliação e Passagem de Ano em vigor no ISECMAR.

Artigo 10º

Entrada em vigor

Este diploma entra imediatamente em vigor na data da sua publicação.

Gabinete da Ministra da Educação e Valorização dos Recursos Humanos, 11 de Agosto de 2005.

Ministra, Filomena de Fátima Ribeiro Vieira Martins

Anexo.- I

Curso de Formação de Formadores
para o Ensino Técnico

Plano de Estudo do Ramo Mecânica

1º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
1	Análise Matemática I	6	96
2	Física I	4	64
3	Informática I	4	64
4	Química Geral	4	64
5	Desenho Geral	4	64
6	Álgebra Linear e Geometria Analítica	5	80
7	Inglês I	2	32
8	Metodologia de Estudos Científicos	2	32
	Subtotal (H)	31	496

2º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
9	Materiais	5	80
10	Análise Matemática II	6	96
11	Inglês II	2	32
12	Informática II	5	80
13	Desenho Aplicado à Mecânica	6	96
14	Teorias Sócio Pedagógicas	2	32
15	Psicologia Educacional	2	32
	Subtotal (H)	28	448

3º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
16	Análise Matemática III	4	64
17	Termodinâmica I	5	80
18	Tecnologia Mecânica I	5	80
19	Mecânica Aplicada	4	64
20	Electrotecnia I	4	64
21	Probabilidades e Estatística	4	64
22	Métodos e Técnicas de Ensino e Aprendizagem	2	32
	Subtotal (H)	28	448

4º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
23	Economia de Empresa	4	64
24	Análise Numérica	4	64
25	Resistência dos Materiais	6	96
26	Tecnologia Mecânica II	4	64
27	Produção Mecânica	8	128
28	Mecânica dos Fluidos	4	64
	Subtotal (H)	30	480

5º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
29	Electrónica e Instrumentação I	4	64
30	Termodinâmica II	4	64
31	Órgãos de Máquinas	6	96
32	Refrigeração e Climatização	5	80
33	Máquinas Térmicas	5	80
34	Legislação e Segurança no Trabalho	2	32
35	Veículos Automóveis	4	64
	Subtotal (H)	30	480

6º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
36	Automação e Controlo	4	64
37	Organização e Gestão da Manutenção	4	64
38	Organização da Produção	5	80
39	Máquinas Eléctricas	4	64
40	Gestão e Desenvolvimento Curricular	2	32
41	Estágio Supervisionado	8	128
42	Didáctica Específica	3	48
43	Organização e Gestão Escolar	2	32
	Subtotal (H)	32	512

Anexo II

Curso de Formação de Formadores para o Ensino Técnico

Plano de Estudo do Ramo Construção Civil

1º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
1	Análise Matemática I	6	96
2	Física I	4	64
3	Informática I	4	64
4	Química Geral	4	64
5	Desenho Geral	4	64
6	Álgebra Linear e Geometria Analítica	5	80
7	Inglês I	2	32
8	Metodologia de Estudos Científicos	2	32
	Subtotal (H)	31	496

2º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
9	Análise Matemática II	6	96
10	Estatística Aplicada	4	64
11	Inglês II	2	32
12	Desenho Assistido por Computador	4	64
13	Topografia	5	80
14	Geologia de Engenharia	3	48
15	Teorias Sócio Pedagógicas	2	32
16	Psicologia Educacional	2	32
	Subtotal (H)	28	448

3º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
17	Mecânica dos Solos e Fundações I	5	80
18	Desenho de Construção Civil	4	64
19	Hidráulica I	4	64
20	Probabilidades e Estatística	4	64
21	Materiais de Construção	4	64
22	Análise Matemática III	4	64
23	Resistência dos Materiais I	4	64
24	Métodos e Técnicas de Ensino Aprendizagem	2	32
	Subtotal (H)	31	496

4º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
25	Análise Numérica	4	64
26	Tecnologia de Construções	4	64
27	Mecânica dos Solos e Fundações II	5	80
28	Resistência de Materiais II	4	64
29	Hidráulica II	5	80
30	Teoria de Estruturas I	5	80
31	Planeamento Regional e Urbano	3	48
	Subtotal (H)	30	480

5º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
32	Legislação e Segurança no Trabalho	2	32
33	Betão Armado I	5	80
34	Teoria de Estruturas II	5	80
35	Vias de Comunicação	5	80
36	Saneamento Básico	5	80
37	Física das Construções	4	64
38	Processos Gerais de Construção	4	64
	Subtotal (H)	30	480

6º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
39	Betão Armado II	5	80
40	Projecto Edifícios	4	64
41	Direcção de Obras	4	64
42	Engenharia Municipal	4	64
43	Gestão e Desenvolvimento Curricular	2	32
44	Estágio Supervisionado (Projecto)	8	128
45	Didácticas Específicos	3	48
46	Organização e Gestão Escolar	2	32
	Subtotal (H)	32	512

Anexo III

Curso de Formação de Formadores para o Ensino Técnico
Plano de Estudo do Ramo Electricidade

1º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
1	Análise Matemática I	6	96
2	Física I	4	64
3	Informática I	4	64
4	Química Geral	4	64
5	Desenho Geral	4	64
6	Algebra Linear e Geometria Analítica	5	80
7	Inglês I	2	32
8	Metodologia de Estudos Científicos	2	32
	Subtotal (H)	31	496

2º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
9	Sistemas Digitais	6	96
10	Análise Matemática II	6	96
11	Física II	4	64
12	Informática II	5	80
13	Electrotecnia I	4	64
14	Inglês II	2	32
15	Teorias Sócio Pedagógicas	2	32
16	Psicologia Educacional	2	32
	Subtotal (H)	31	496

3º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
17	Probabilidades e Estatística	4	64
18	Electrotecnia II	5	80
19	Microprocessadores	6	96
20	Desenho Aplicado à Electrotecnia	4	64
21	Análise Matemática III	4	64
22	Instrumentação e medidas	4	64
23	Métodos e Técnicas de Ensino e Aprendizagem	2	32
	Subtotal (H)	29	464

4º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
24	Análise Numérica	4	64
25	Sistemas de Controle I	4	64
26	Electrónica I	6	96
27	Máquinas Eléctricas I	6	96
28	Laboratório de Electrotecnia	2	32
29	Tecnologia de Electricidade e de Electrónica	6	96
	Subtotal (H)	28	448

5º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
30	Sistemas de Controle II	5	80
31	Utilização de Energia Eléctrica I	5	80
32	Produção e Transporte de Energia	5	80
33	Electrónica II	6	96
34	Legislação e Segurança no Trabalho	2	32
35	Máquinas Eléctricas II	6	96
	Subtotal (H)	29	464

6º SEMESTRE

Nº	DISCIPLINA	CHS	CHTOT
36	Electrónica de Potência	6	96
37	Utilização de Energia Eléctrica II	4	64
38	Redes de Distribuição	4	64
39	Organização e Gestão Escolar	2	32
40	Gestão e Desenvolvimento Curricular	2	32
41	Estágio Supervisionado (Projecto)	8	128
42	Didáctica Específica	3	48
	Subtotal (H)	29	464

Ministra, Filomena de Fátima Ribeiro Vieira Martins

FAÇA OS SEUS TRABALHOS GRAFICOS NA INCV

—oço—

NOVOS EQUIPAMENTOS

NOVOS SERVIÇOS

DESIGNER GRÁFICO

AO SEU DISPOR



BOLETIM OFICIAL

Registo legal, nº 2 2001, de 21 de Dezembro de 2001

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao Boletim Oficial desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Sendo possível, a Administração da Imprensa Nacional agradece o envio dos originais sob a forma de suporte electrónico (Disquete, CD, Zip, ou email).

Os prazos de reclamação de faltas do Boletim Oficial para o Concelho da Praia, demais concelhos e estrangeiro são, respectivamente, 10, 30 e 60 dias contados da sua publicação.

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional.

A inserção nos Boletins Oficiais depende da ordem de publicação neles aposta, competentemente assinada e autenticada com o selo branco, ou, na falta deste, com o carimbo a óleo dos serviços donde provenham.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.



Av. Amílcar Cabral Calçada Diogo Gomes, cidade da Praia, República Cabo Verde
C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09

Email: incv@cytelcom.cv

ASSINATURAS

Para o país:

	Ano	Semestre
I Série	5 000\$00	3 700\$00
II Série	3 500\$00	2 200\$00
III Série	3 000\$00	2 000\$00
AVULSO por cada página	10\$00	

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

AVULSO por cada página	10\$00
------------------------------	--------

Para países de expressão portuguesa:

	Ano	Semestre
I Série	6 700\$00	5 200\$00
II Série	4 800\$00	3 800\$00
III Série	4 000\$00	3 000\$00

Para outros países:

I Série	7 200\$00	6 200\$00
II Série	5 800\$00	4 800\$00
III Série	5 000\$00	4 000\$00

PREÇO DOS AVISOS E ANÚNCIOS

1 Página	5 000\$00
1 2 Página	2 500\$00
1 4 Página	1 000\$00

Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

PREÇO DESTE NÚMERO — 200\$00